



Introduction, objectifs et méthodologie

Madagascar est classé parmi les pays les moins avancés, à faible revenu et à déficit vivrier. Environ 72 pour cent de la population, estimée à 18 millions, vit en dessous du seuil de pauvreté. L'économie repose sur l'agriculture, la pêche, l'élevage et les activités forestières. Ces activités font travailler 70 pour cent de la population active.

Madagascar est régulièrement exposé aux catastrophes naturelles notamment les cyclones et la sécheresse. Ces dernières 35 années, plus de 46 catastrophes ont eu lieu, dont des périodes de sécheresse, cyclones, épidémies, invasions de sauterelles. Plus de 11 millions de personnes ont été touchées.

Le PAM est présent à Madagascar à travers plusieurs opérations. Un programme de pays soutient les efforts de la Stratégie de réduction de la pauvreté du gouvernement. Le PAM était aussi intervenu à travers plusieurs opérations d'urgence ces dernières années. En raison de la récurrence des catastrophes naturelles, une intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) a été proposée pour répondre de manière la plus complète aux catastrophes naturelles récurrentes et aux besoins générés par l'insécurité alimentaire saisonnière. Cette intervention a débuté en juillet 2006.

L'Analyse Globale de la Sécurité Alimentaire et de la Vulnérabilité (AGSAV) a été entreprise pour mieux comprendre la situation alimentaire des ménages ruraux au niveau sous-régional dans un contexte de non urgence. Les conclusions préliminaires de l'enquête ont été utilisées pour préparer la nouvelle IPSR. L'analyse servira aussi de base pour mettre en place un système de suivi de la sécurité alimentaire dans l'ensemble du pays.

L'analyse se fonde sur une enquête de terrain menée auprès de 2 200 ménages en août et septembre 2005 dans plus de 220 communautés rurales de 97 districts et 22 régions. Des informations sur l'état de santé et nutritionnel des populations ont aussi été collectées auprès de 1 900 femmes et presque 1 500 enfants âgés de 0 à 5 ans. Une analyse des données secondaires existantes a aussi été effectuée.

Le PAM a mené cette enquête avec le soutien du gouvernement de Madagascar et des ministères de l'agriculture et de la santé. Le PAM a aussi bénéficié d'informations et de suggestions intéressantes de la part de l'Union européenne, de l'UNICEF, de l'USAID, de l'Institut National de la Statistique, du système de suivi des informations rurales et de la sécurité alimentaire (SIRSA) financé par l'Union européenne et du système d'alerte précoce (SAP). Cette enquête a été préparée dans le cadre du projet « Renforcement de la capacité d'évaluation des besoins d'urgence »¹ du PAM.

Combien de ménages sont en insécurité ou vulnérabilité alimentaire?

25 pour cent des ménages ruraux sont les plus touchés par l'insécurité alimentaire.

23 pour cent des ménages ruraux sont les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire.

45 pour cent des enfants de moins de 2 ans vivant dans les zones rurales souffrent de malnutrition chronique (taille pour âge). 14 pour cent des enfants de moins de 2 ans vivant dans les zones rurales souffrent de malnutrition aiguë (poids pour taille). L'insuffisance pondérale touche 40 pour cent des enfants de moins de 3 ans.

Définitions utilisées pour l'AGSVA :

La sécurité alimentaire (1) existe quand tous les individus ont, à tout moment, un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active.

La vulnérabilité (2) est fonction de l'exposition à des facteurs de risques et à des facteurs socio-économiques sous-jacents qui peuvent réduire la capacité des populations d'y faire face.

(1) FAO (2002), *Etat de l'insécurité alimentaire dans le monde, 2001*.

(2) FIVIMS - *Systèmes d'information et de cartographie sur l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité*.

¹ Le projet SENAC (Strengthening Emergency Needs Assessment Capacity) a pour but de renforcer la capacité du PAM d'évaluer les besoins alimentaires dans le domaine de l'alimentation au cours des opérations d'urgence et immédiatement après, grâce à des évaluations précises et impartiales. Il est en grande partie financé par ECHO.

Où vivent les ménages à risques?

Les ménages en situation d'insécurité alimentaire et ceux vulnérables à l'insécurité alimentaire sont concentrés sur la côte est, dans le sud du pays et dans l'intérieur des terres du côté ouest de l'île. Dans ces zones, la récolte principale ne permet pas d'assurer les besoins alimentaires de la majorité des ménages: les réserves sont insuffisantes pendant plus de six mois dans le sud (zone 9). La situation est un peu moins difficile dans les zones intérieures de l'ouest (zone 2) et dans la partie est de l'île (zones 6, 7 et 8). Certains ménages pour compléter leur propre production achètent des aliments sur les marchés grâce à des revenus générés par les cultures de rente (café, vanille, etc). C'est le cas dans le nord est (zone 5) et à l'est de l'île (zones 6, 7 et 8).

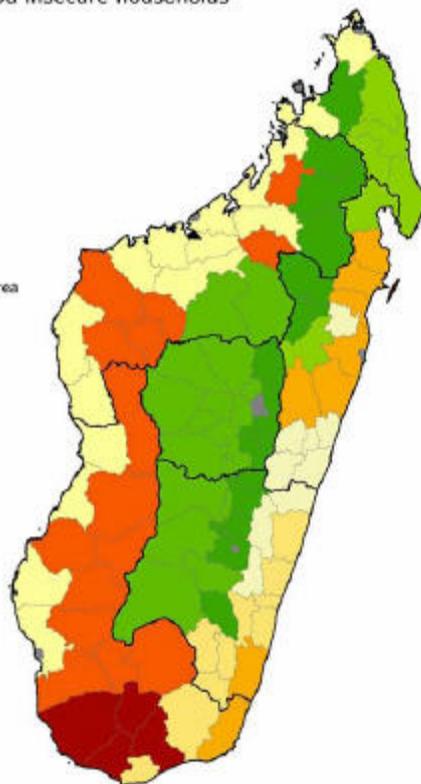
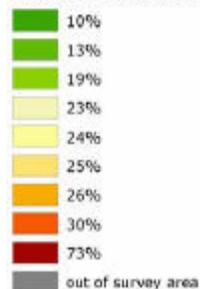
Les cultures sont peu diversifiées sur le littoral ouest et à l'intérieur (zones 1 et 2) et dans le nord est (zone 5) où le riz est la principale culture et dans le sud et littoral est (zone 6) où le manioc est la culture principale.

Zones	Pourcentage de personnes en situation d'insécurité alimentaire	Pourcentage de personnes en situation de vulnérabilité à l'insécurité alimentaire
1 (littoral ouest)	24%	29%
2 (intérieur ouest)	30%	30%
3	13%	16%
4	10%	26%
5	19%	13%
6 (sud est / littoral nord est)	26%	25%
7 (centre est et littoral)	23%	25%
8 (sud-est)	25%	31%
9 (sud)	73%	5%
Total	25%	23%

Des zones ont été créées en tenant compte des facteurs socio-économiques, géographiques et des risques liés à l'insécurité pour refléter une certaine homogénéité.

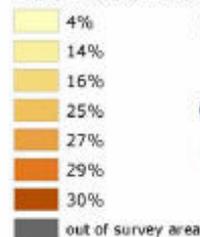
Carte de l'insécurité alimentaire

Prevalence of food insecure households

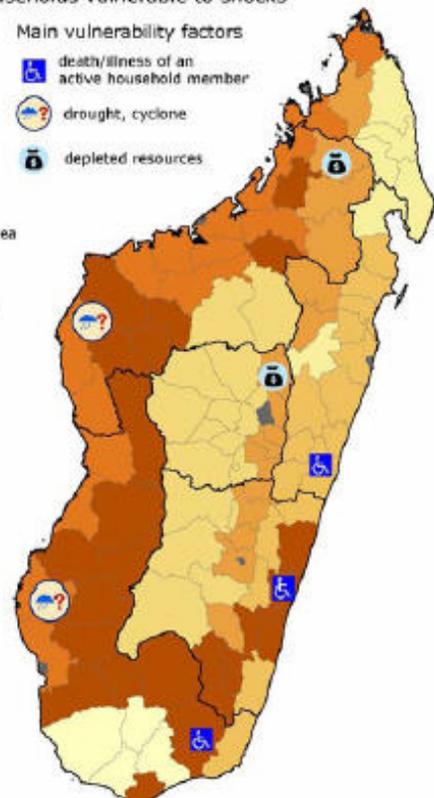
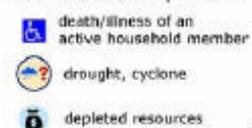


Carte de la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire

Prevalence of households vulnerable to shocks



Main vulnerability factors



Sud (zone 9): 73 pour cent des ménages sont en situation d'insécurité alimentaire. Les réserves sont insuffisantes pendant plus de six mois par an. Pratiquement tous les ménages ont traversé un choc

(sécheresse, mort d'un membre actif de la famille ou augmentation des prix des aliments) durant l'année écoulée. Le taux d'alphabétisation est le plus bas du pays.

Intérieur ouest (zone 2): 30 pour cent des ménages sont en situation d'insécurité alimentaire et 30 pour cent sont en situation de vulnérabilité. La grande majorité a subi un cyclone, une sécheresse, des pluviométries irrégulières ou des inondations durant la dernière année.

Sud est (zone 8): 25 pour cent des ménages sont en situation d'insécurité alimentaire et 31 pour cent sont en situation de vulnérabilité. Cette zone est très exposée aux chocs en particulier aux inondations, à la sécheresse et aux pluviométries irrégulières. Les ménages ont peu de biens et ont un accès très limité à l'eau potable. Il y a un fort taux de femmes malnutries. 40 pour cent des femmes ont une insuffisance pondérale. Cette zone a le taux le plus élevé, 10,8 pour cent, d'enfants souffrant de dénutrition (malnutrition aiguë) et une forte concentration d'enfants souffrant d'insuffisance pondérale (40 pour cent sont trop petit par rapport à leur âge et 12 pour cent ont une insuffisance pondérale sévère). 40 pour cent des enfants souffrent de malnutrition chronique et 26 souffrent de malnutrition chronique sévère.

Littoral est (zone 6): 26 pour cent des ménages sont en situation d'insécurité alimentaire et 25 pour cent sont en situation de vulnérabilité. Les ménages sont très exposés aux chocs, en particulier aux inondations et leur récolte ont été contaminées par des maladies l'année dernière. Il y a aussi une forte concentration de femmes malnutries et d'enfants souffrant de malnutrition chronique (49 pour cent). Les ménages ont aussi les plus petites parcelles de terrain de l'île.

Littoral ouest (zone 1): 24 pour cent des ménages sont en situation d'insécurité alimentaire et 29 pour cent sont en situation de vulnérabilité. Au cours de la dernière année, la population a connu un cyclone, une sécheresse et des pluviométries irrégulières. Les ménages dépendent fortement des marchés pour leur approvisionnement en nourriture.

Centre est et littoral (zone 7): 23 pour cent des ménages sont en situation d'insécurité alimentaire et 25 pour cent sont en situation de vulnérabilité. Des maladies contaminant les cultures, la sécheresse et des pluviométries irrégulières ont affecté les populations. Un pourcentage élevé de femmes souffrent de malnutrition (presque la moitié des femmes ont une insuffisance pondérale). Cette zone a une forte concentration d'enfants en insuffisance pondérale; 45 pour cent des enfants n'ont pas un poids suffisant pour leur âge. 25 pour cent des enfants souffrent de malnutrition chronique sévère.

Quelles sont les causes de l'insécurité et de la vulnérabilité alimentaire?

Les catastrophes naturelles récurrentes, le manque d'infrastructure et d'opportunités pour mener des activités génératrices des revenus expliquent que l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité soient très répandues. Ces facteurs ont un impact sur la disponibilité alimentaire, l'accès aux aliments (physique, sociopolitique, économique) et l'utilisation de ces aliments (connaissances nutritionnelles et environnement sain pour faciliter l'absorption des nutriments).

Presque tous les ménages interviewés ont connu une catastrophe naturelle récemment, comme un cyclone (le plus fréquemment sur le littoral ouest - zone 1 et dans la zone 5), des inondations (dans l'est - zones 6 et 8) et la sécheresse (dans les terres intérieures de l'est et dans le sud - zones 7 et 9). De plus, l'intensification récente de la fréquence et de l'ampleur des catastrophes naturelles associées au changement climatique et à la dégradation environnementale contribuent à accroître la vulnérabilité et le risque d'insécurité alimentaire de la population malgache.

Les infrastructures de transport sont peu développées à Madagascar et l'enclavement est un problème majeur à travers tout le pays. Cela constitue une forte contrainte pour l'accès à la nourriture et gêne le développement économique qui permettrait de remédier à la pauvreté et à l'insécurité alimentaire.

L'accès au transport public est le plus réduit dans le sud (zone 9), sur la côte est et le centre est (zone 7). Il faut parfois plus de six heures pour atteindre une ligne de bus sur le littoral ouest et dans l'intérieur du pays (zones 1 et 2) et sur le littoral est (zone 6). Moins de 30 pour cent des villages ont un marché quotidien. Dans l'est et sur le littoral est (zones 7,8 et 9) il n'y a pratiquement pas de marché journalier et cette zone connaît de fortes perturbations pour ses approvisionnements.

Les ménages ont peu d'opportunités de développer des activités nouvelles pour pouvoir diversifier leurs revenus. La principale activité et source de revenus de la majorité des villageois est la vente de leurs cultures (riz, manioc, maïs et patate douce), suivie par la vente de bétail en particulier dans le sud et par la vente des cultures commerciales (café, vanille, sucre de canne, litchis et clou de girofle) dans le nord est (zone 5) et dans l'est de l'île (zones 6, 7 et 8).

La vétusté des infrastructures sanitaires (peu de villages ont un centre de santé), le manque d'accès à l'eau potable (la moitié des villages rencontre des difficultés pour leur approvisionnement en eau) et le manque d'éducation des mères expliquent les taux de malnutrition.

Quelles recommandations pour les interventions et programmes?

L'AGSAV apporte des informations essentielles pour le suivi et la préparation des programmes.

Suivi: Dans les zones où le problème de l'insécurité alimentaire et de la vulnérabilité sont les plus marqués (zones 9, 2, 6 et 8), un système de suivi très précis de la situation alimentaire et nutritionnelle est nécessaire. Un suivi de la situation nutritionnelle qui couvrirait tout le pays est aussi nécessaire. Cela permettrait d'assurer une distribution d'aide alimentaire aux moments les plus opportuns.

Programme:

Cantines scolaires: Cette activité doit continuer dans le sud, en particulier en raison du haut niveau d'insécurité alimentaire des ménages lié au fait qu'ils subissent des chocs de façon récurrente et que les opportunités d'activités et de générer des revenus sont limitées.

Le sud est et le littoral est (zones 6, 7 et 8) et tout particulièrement les terres intérieures de l'ouest (zone 2) devraient être pris en considération en cas d'extension des activités de cantine scolaire en raison de la forte concentration de personnes en insécurité alimentaire combinée à une faiblesse de taux d'inscription scolaire.

Vivres-contre-travail et vivres-contre-formation: Pour remédier aux problèmes d'infrastructure et améliorer la capacité des communautés à atténuer les effets des catastrophes naturelles, les activités de vivres-contre-travail et vivres-contre-formation doivent se poursuivre dans les zones de catastrophes naturelles et de sécheresse. La construction de routes dans les zones rurales, la plantation de cultures résistantes à la sécheresse et d'arbres pour bloquer les effets du vent bénéficieraient aux populations rurales.

Alimentation complémentaire: Pour les groupes vulnérables, comme les femmes et les enfants de moins de cinq ans, l'enrichissement de la nourriture peut jouer un rôle significatif dans l'amélioration de leur santé et de leur état nutritionnel. Dans de nombreuses zones, la situation nutritionnelle est le résultat d'une mauvaise utilisation de la nourriture. La sensibilisation sur la diversité nutritionnelle du régime alimentaire, sur l'apport en vitamine A et en fer, sur les pratiques sanitaires et les soins à prodiguer aux nouveaux nés et enfants est nécessaire.

Développement agricole: la diversification des cultures et l'intensification agricole doivent continuer afin d'augmenter la production et les revenus générés par les ventes sur les marchés dans les régions où l'accès aux marchés est satisfaisant.

Pour de plus amples informations, contacter:

Krystyna Bednarska, PAM Directrice de bureau de pays, Madagascar, krystyna.bednarska@wfp.org